

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo Ondimba à Ryad depuis hier

LE chef de l'État y séjourne pour prendre part au Forum international sur les investissements qui s'ouvre demain. Il devra également échanger avec de nombreuses personnalités dont le roi Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud.



Photo: DR

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba (au centre) à son arrivé à Ryad.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE Forum international sur les investissements s'ouvre demain à Ryad en Arabie saoudite. Le Gabon y sera représenté par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. C'est sur invitation de sa majesté, Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud, que le numéro un gabonais prend part à la 5e édition de ce forum qui aura

lieu dans un contexte de crise économique due à la pandémie à Covid-19.

Placée sous le thème "Investir dans l'humanité", cette rencontre qui réunira des chefs d'État, des dirigeants d'entreprises, des experts et des innovateurs issus de nombreux pays, sera l'occasion pour les différents participants, de mener une réflexion commune, sur des solutions novatrices afin de répondre aux défis de nos sociétés et relancer les

économies mondiales fragilisées et impactées par la pandémie à Covid-19.

Le déplacement du chef de l'État gabonais en terre saoudienne, lui permettra également d'échanger avec le souverain du royaume d'Arabie saoudite, sa Majesté Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud. Ce sera l'occasion pour les deux chefs d'État d'examiner et d'évaluer les liens de coopération bilatérale et multisectionnelle entre nos deux pays.

HAC: "la presse est totalement libre au Gabon"

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

La délégation du Commonwealth a été édifée sur les mécanismes des libertés d'expression et de la presse, mis en place par le Gabon. C'était au cours de la rencontre que celle-ci a eu avec les conseillers membres de la Haute autorité de la Communication (HAC). Après une brève présentation de l'institution, son fonctionnement et ses missions, par le président intérimaire, Mabendi Nzatsimbou, un exposé sur l'arsenal juridique qui consacre la liberté de la presse et de l'expression démocratique au Gabon a été présenté aux délégués du Commonwealth. "Au cours de nos échanges, nous leur avons démontré que le Gabon est un pays de droit et que la presse est totalement libre. Cette liberté est consacrée par les dispositions qui sont prévues par la loi. Au-delà, il y a quand même

des restrictions. Mais celles-ci ne font pas en sorte que la presse soit bâillonnée au Gabon", a souligné Jean-François Mouwakangonga, conseiller membre et porte-parole de la HAC.

Non sans préciser que le Gabon est l'un des pays, en Afrique subsaharienne qui a dépénalisé le délit de presse. "Un journaliste n'est plus poursuivi au Gabon parce qu'il aurait écrit, aurait dit des choses, c'est vraiment une avancée significative. Il y a lieu aussi de retenir que dans le cadre de la démocratie, parce que c'est une valeur qui a été longuement évoquée, il y a au niveau de la HAC, une commission qui donne la parole à tous les candidats lors des élections", a précisé M. Jean-François Mouwakangonga.

Soulignons que quelques heures avant de se rendre à la HAC, la délégation du Commonwealth a eu une entrevue avec les responsables des organes de presse.



Photo: BOTOUNOU

Instantané de l'entrevue entre les conseillers membres de la HAC et la délégation du Commonwealth.

La Semaine En attendant la décision finale

LA diplomatie a occupé une place de choix dans l'actualité de la semaine écoulée. Non seulement avec la présentation au chef de l'État des lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs, dont celui de la France, mais aussi avec la visite de travail et d'amitié à Libreville de la Première ministre du Togo, Victoire Tomegah Dogbé. Tout comme la mission dans notre pays d'une délégation du Commonwealth. À cela il faudra ajouter le séjour, depuis hier, du président de la République à Ryad en Arabie saoudite.

Pour nombre d'observateurs, la mission de la délégation du Commonwealth, conduite par son chef du département Section Appui électoral, Linford Andrews, s'inscrit dans le processus d'intégration du Gabon au sein de cette Organisation qui regroupe essentiellement des pays anglophones. Cette délégation est donc venue s'entretenir avec les autorités gabonaises sur plusieurs aspects qui fondent les valeurs de ladite Organisation.

C'est ainsi que Linford Andrews et les siens ont échangé avec plusieurs personnalités dont le chef de l'État, les présidents des institutions telles que l'Assemblée nationale, la Cour constitutionnelle, la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite, la Haute autorité de la Communication, et certains membres du gouvernement. Tout comme ils ont eu des entretiens avec des acteurs politiques (toutes tendances confondues), et les responsables des organes de presse...

Cette mission aura permis à la délégation du Commonwealth d'écouter les uns et les autres sur les aspects liés à la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'Homme, la justice, etc. Toutes choses considérées comme étant des valeurs que tout État qui adhère à cette Organisation se doit de respecter.

Au cours de sa mission, la délégation conduite par Linford Andrews a écouté les personnalités gabonaises; elle a posé des questions pour en savoir plus sur tel ou tel

autre aspect. Désormais le Commonwealth sait où en est le Gabon sur ces questions. C'est à son exécutif de dire si le Gabon est digne d'intégrer ses rangs ou pas. Croisons donc les doigts!

L'autre fait d'actualité de ces derniers jours concerne la rencontre entre les leaders du Syndicat de l'Éducation nationale (Sena) et de la Convention nationale des syndicats du secteur de l'éducation (Conasysed), et le bureau de l'Assemblée nationale représenté par son 6e vice-président Raphaël Ngazouze. Une rencontre qui intervient au moment où les structures syndicales observent un mouvement de grève depuis la rentrée scolaire. Mouvement qu'ils ont d'ailleurs reconduit le week-end dernier. Mettant ainsi le gouvernement dans une situation embarrassante. Non sans susciter l'inquiétude des apprenants et de leurs parents.

ONDOUBA'NTSIBAH